

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 01/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STATION AUTOMOBILE NORMANDE

Rue Pierre Gamare
14130 Pont-L'évêque

Références : 2026-175
Code AIOT : 0005301073

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2026 dans l'établissement STATION AUTOMOBILE NORMANDE implanté Rue Pierre Gamare Zone d'emplois et de services 14130 Pont l'Eveque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans la continuité des inspections inopinées "chaîne de mesure" et "respect des VLE" menées en septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STATION AUTOMOBILE NORMANDE
- Rue Pierre Gamare Zone d'emplois et de services 14130 Pont l'Eveque
- Code AIOT : 0005301073

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société "Station automobile normande" (Ex transport Mertz) est spécialisée dans le transport des matières dangereuses en citernes et en conteneurs. Sur le site de Pont-l'Évêque, outre le stationnement de véhicules, la société exerce une activité de lavage extérieur des véhicules et de lavage intérieur des citernes. L'établissement dispose également d'une station-service.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Demande de justificatif à l'exploitant	
4	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Réseau d'eaux industrielles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Eaux résiduaires	Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Face aux constats de non conformités fréquentes des rejets, issus du lavage de citernes, au réseau d'assainissement de la ville de Pont l'Evêque, à l'incertitude quant à la bonne orientation des effluents vers le système de pré-traitement en place sur le site, l'exploitant a engagé des travaux d'amélioration du comptage des effluents, de réhabilitation des dispositifs de gestion des effluents industriels et envisage également la possibilité de renforcer son système de pré-traitement, suivant les résultats de l'étude menée avec le concours de la SAUR.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Même si dans sa réalisation, l'installation actuellement en place offre la possibilité d'installer le matériel de prélèvement pour contrôler la qualité des rejets, il n'empêche que les conditions d'installation sont relativement précaires. Il importe donc que l'exploitant étudie la possibilité d'aménager un point de prélèvement plus « aisé », afin de permettre aux intervenants extérieurs d'installer leur matériel de prélèvement dans des conditions facilitées comparativement à la situation actuelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant étudie la possibilité d'améliorer le point de prélèvement comparativement à la situation actuelle, et justifie, le cas échéant, son impossibilité. Il adresse à l'inspection des installations classées le résultat de sa prospection dans un <u>délai maximal de 3 mois</u> à compter de la réception du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Mesure du débit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réglage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>En réponse à une demande faite lors de l'inspection du 9 septembre 2025, afin de mesurer plus précisément les volumes d'eau issus de son unité de traitement des eaux de lavage des citernes, l'exploitant a installé un compteur. Or le montage de ce compteur tel que réalisé n'est pas conforme, car une dérivation des eaux pré-traitées est possible via l'ouverture de la vanne montée sur le circuit en parallèle (voir photo), permettant ainsi de soustraire tout ou partie des volumes au comptage. L'exploitant a justifié cette réalisation pour palier à une situation de dysfonctionnement du compteur qui nécessiterait une intervention durable sur ce dernier et occasionnerait un arrêt prolongé de l'activité du site. A noter qu'une évaluation « plus grossière » des volumes transités serait toujours possible en utilisant le comptage des eaux utilisées en entrée du process de lavage.</p>

Afin de garantir un fonctionnement normal, l'exploitant propose de faire faire un scellement de sécurité sur la vanne en position fermée de manière à n'utiliser cette possibilité de détournement du flux sortant de l'unité de pré-traitement qu'en cas de situation exceptionnelle. Tout brisement de ce scellement de sécurité, sera justifié, consigné dans un registre et fera l'objet d'un scellement de remplacement dans les meilleurs délais.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fait réaliser un scellement de sécurité sur la vanne montée sur le circuit en parallèle du compteur d'eau (placé en sortie du pré-traitement des eaux de lavage des citernes) par un intervenant extérieur et indépendant de l'entreprise dans un <u>délai maximal de 2 mois</u> à compter de la réception du présent rapport. Il adresse une photo de l'installation scellée à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 3 : Eaux résiduaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.6
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces eaux résiduaires seront collectées et dirigées vers la station de prétraitement interne. Elles seront ensuite évacuées vers la station communale de la ville de PONT L'EVEQUE en cas de respect des valeurs limites définies ci-après.</p> <p>Une convention devra être passée entre la société TRANSPORT MERTZ , la ville de PONT L'EVEQUE</p> <p>[...]</p> <p>Valeurs limites de rejet des eaux de lavage dans la station communale de la ville de PONT L'EVEQUE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Volume journalier maximum : 35 m³/j <p>Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30°C.</p> <p>Polluant Concentration en mg/l Flux polluant maxi en kg/j</p> <p>MES 600 21</p> <p>DCO 2000 70</p> <p>DBO5 800 28</p> <p>Azote NTK 150 5,25</p> <p>Phosphore Total 50 1,75</p> <p>Hydrocarbures Totaux 10 0,35</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Ces eaux ne devront pas nuire à la conservation des ouvrages et au bon fonctionnement de la station communale.</p> <p>Les rejets dans les puits absorbants sont interdits.</p>

<p>Constats :</p> <p>Les résultats du contrôle inopiné eau du 10 septembre 2025 avait révélé des non-conformités, notamment sur la concentration en toluène. Afin de s'affranchir de ce risque à l'avenir, l'exploitant a décidé de ne plus accepter de citerne ayant contenu du toluène depuis février 2026. Des dépassements fréquents sur le débit de rejet (VLE = 35 m³/j) avaient été observés sur les 8 premiers mois de l'année 2025, mais les niveaux de rejet se sont stabilisés depuis.</p> <p>Dans le cadre de l'accompagnement de l'exploitant contractualisé avec la SAUR, il est prévu de déterminer si le système de traitement en place est suffisant au regard de la pollution entrante et des Valeurs Limites d'Emission à respecter. Si le traitement en place s'avérait insuffisant, un étage de traitement supplémentaire pourrait être ajouté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2001, article 14.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées seront collectées et si nécessaire traitées avant leur rejet en vue de respecter les valeurs limites définies ci-dessous. Les rejets s'effectueront dans le réseau communal de collecte des eaux pluviales.</p> <p>Valeurs limites de rejet Leur pH devra être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température devra être inférieure à 30°C.</p> <p>Polluant Concentration en mg/l MES : 30 DCO : 100 DBO5 : 30 Hydrocarbures totaux : 5</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées avoir passé commande pour la réalisation d'un contrôle sur le rejet de ses eaux pluviales, afin de vérifier le respect des Valeurs Limites d'Emission fixées dans son arrêté préfectoral.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats d'analyses réalisés sur ses eaux pluviales <u>2 mois au plus tard</u> après réception du présent rapport.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Réseau d'eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4.11
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau effluents/Plan des réseaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution.</p> <p>Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent.</p> <p>Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le fonctionnement actuel de redirection des eaux résiduares issues du process de lavage des citernes n'est pas satisfaisant. En effet, une vanne automatique permet d'orienter le flux des effluents en sortie du process vers la station de pré-traitement ou directement vers le réseau d'assainissement de la ville. Or le fonctionnement de cette vanne n'est pas fiable ; c'est la raison pour laquelle l'exploitant a mandaté la SAUR pour l'accompagner dans la réhabilitation de cette portion technique du réseau. Un changement de la vanne d'isolement ainsi que de son module d'asservissement est prévu lors des 2 jours d'arrêt technique programmés en 2026. Cette possibilité de détourner directement le flux d'eau transitant dans cette canalisation est liée à la situation d'inondation à laquelle peut être confronté le site de par sa proximité avec la Calone et qui, dans cette configuration, nécessite une évacuation rapide des eaux intrusives qui ne nécessitent pas de pré-traitement préalable à leur évacuation. Dès que les travaux d'amélioration du réseau et de ses équipements seront réalisés, l'exploitant mettra à jour le plan des réseaux en conséquence.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois